



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Stephen-Harper-et-la-democratie-Assemblee-des-Premieres-Nations-du-Quebec-et-du>

Stephen Harper et la démocratie (Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador)



- Communiqués -
Date de mise en ligne : mardi 11 juin 2013

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

WENDAKE, QC, le 11 juin 2013 - « En réduisant de manière autoritaire et drastique le financement de toutes les organisations autochtones représentatives au Canada, Stephen Harper espère sans doute nous faire taire... il n'y arrivera pas », déclare Ghislain Picard, chef de l'APNQL.

Depuis plus de trente ans, le gouvernement du Canada aide financièrement les organisations politiques que se sont données les Premières Nations, afin entre autres de leur permettre de participer à la vie politique canadienne. Ces fonds publics font l'objet de rapports et de vérifications régulières.

« Au cours de la semaine dernière, l'APNQL a reçu du gouvernement Harper deux messages contradictoires : d'une part une invitation à témoigner devant un Comité permanent de la Chambre des communes, d'autre part une lettre du sous -ministre des Affaires autochtones confirmant une réduction majeure des ressources dont a besoin l'APNQL justement pour participer à ce type d'activité parlementaire. Je ne peux m'empêcher d'y voir une forme d'hypocrisie », ajoute Ghislain Picard.

Sans reconnaître l'autorité du Canada sur leurs populations et sur leurs propres gouvernements, les Premières Nations acceptent régulièrement de participer à la vie politique canadienne par respect pour ses institutions, et en particulier aux activités parlementaires. Analyser les projets de loi, préparer des mémoires, se rendre à Ottawa rencontrer les parlementaires, tout cela demande des ressources, des ressources que le gouvernement Harper semble maintenant déterminé à garder pour lui. En réduisant de manière drastique, unilatérale, et majeure le financement des organisations autochtones représentatives, quel est l'objectif du gouvernement de Stephen Harper ? C'est la question que devront se poser cette semaine les chefs de l'APNQL réunis en assemblée.

« Il y a cinq ans aujourd'hui, Stephen Harper s'excusait formellement du traitement imposé par le Canada aux enfants des Premières Nations dans les pensionnats indiens. Doit-on attendre que dans dix ou vingt ans un autre premier ministre vienne s'excuser d'autres erreurs historiques ? »

« Lorsque Stephen Harper s'est engagé formellement en janvier 2012 au nom du Canada, à revoir la relation historique et fondamentale entre la Couronne et les Premières Nations, nous avons accueilli ses propos avec espoir et respect. Avons-nous eu raison de le faire ? »

« La question est posée », conclut le chef Ghislain Picard.